

=====

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

=====

BULLETIN INTERIEUR

{ Réunion du C.C. }
{ (Décembre 1959.) }

Sommaire

1. Compte-rendu des travaux.
2. Résolutions adoptées.
3. La situation en France et nos tâches, par P. FRANK.
4. Deux textes du camarade CAMILLE.

Janvier 1960

Prix 0,60 NF.

REUNION DU COMITE CENTRAL

Le Comité Central s'est réuni dans le courant de décembre. A son ordre du jour se trouvaient les points suivants:

- 1) La situation française et nos tâches. (Rapporteur P. Frank).
- 2) Le journal (Rapporteur Guillemin).
- 3) Compte rendu du 22è Plenum du CEI (par le camarade Serge).
- 4) Rapport sur l'activité du B.P. (par le camarade Lenoir).

-.-

Le 1er point a porté sur le texte relatif à la France adopté par le 22è Plenum du CEI. Ce texte se trouve dans le Bulletin Intérieur sur les travaux du Plenum, édité par le S.I. Chaque camarade ayant ce B.I., le texte ne se trouve pas reproduit dans le présent Bulletin.

Nous publions ci-après :

- a) Un texte reprenant le rapport et la réponse présentés par le camarade Pierre Frank.
- b) Les résolutions votées sur les divers points.
- c) Des textes adressés par le camarade Camille. (L'un d'eux n'avait pas été publié préalablement, le secrétariat du Parti ayant été occupé par d'autres travaux).

-+-

Tant pour la question du journal que pour l'aide à la section indienne, le CC a décidé de demander à toutes les cellules de revoir les taux de cotisation et phalange de chaque camarade.

Le C.C. a décidé d'insister pour que toutes les cellules mettent à l'ordre du jour la question du recrutement et du travail sympathisant.

Janvier 1960

LE BUREAU POLITIQUE

Le 15 janvier, assemblée de la Région parisienne.

Compte-rendu du C.C.

LES TRAVAUX DU C.C.

Séance du 19 décembre

Camarades absents : ROBERT , JORIS.
Camarades excusés : MAX, LAURENT, CAMILLE, BRUNO.

Séance du 20 décembre

Camarade absent : ROBERT.
Camarades excusés : MAX, LAURENT, CAMILLE, MARGUERITE,
GUILLEMIN.

- Le vote des résolutions a eu lieu à cette séance.

--0--

RESOLUTIONS ADOPTEES

Le C.C. adopte la résolution du 22è Plenum du CEI sur la situation en France, et charge le Bureau Politique de rédiger un texte concrétisant les tâches politiques et organisationnelles du PCI, telles qu'elles découlent de cette résolution et de la discussion au CC.

- Adoptée à l'UNANIMITE -

++

Le CC adopte la ligne générale de la résolution sur la nouvelle formule de la Vérité des Travailleurs et charge le Bureau Politique de déterminer les questions principales qui devront être développées par le journal dans les mois à venir et qui devront être préparées à l'avance par des équipes de camarades.

- Adoptée à l'UNANIMITE , moins
2 abstentions (camarades CADOT
et BRUNO).

RESOLUTION SUR "LA V. des T."

Préambule

L'état du mouvement ouvrier français, dans le nouveau rapport de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière nécessite un ajustement de la forme de notre publication.

Dès avant le 13 Mai 1958, notre faiblesse numérique limitait la portée des mots-d'ordre que notre presse pouvait exprimer. L'énorme emprise des appareils stalinien et socialiste sur le mouvement ouvrier dans des conditions objectives, économiques et politiques, n'incitent généralement pas la classe à des mouvements spontanés, ramenant finalement nos mots d'ordre à de simples positions propagandistes; et ce sans qu'ils aient le tour explicatif qui caractérise la propagande. L'avènement du gaullisme a ouvert en France une situation qui plus encore que dans le passé rend fort peu vraisemblable l'apparition de mouvements spontanés de grande ampleur, susceptibles de déborder largement les vieilles directions.

La perspective de situation révolutionnaire semble écartée en France pour une période. Or, c'est essentiellement au travers de semblable situation que les militants ouvriers, sous la poussée des masses, peuvent dépasser leurs directions et faire leur jonction avec le programme révolutionnaire.

La "Vérité des Travailleurs" doit donc avoir maintenant une forme essentiellement propagandiste. Cette propagande, à l'heure actuelle, étant principalement axée sur les oppositionnels les plus politisés du PCF et les militants à aspiration révolutionnaire du PSA-UGS. Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas attentifs à des couches plus larges d'adhérents du PCF qui encore en ce moment ne sont pas opposées absolument à la politique et aux méthodes de la direction de leur parti, mais qui, par leur activité, deviendront critiques à une autre étape.

Or ces milieux, les plus disposés, sinon à nous suivre déjà, tout au moins à nous entendre, tendent bien souvent à confondre le marxisme avec sa funeste caricature stalinienne. Au surplus, les positions réformistes et néo-réformistes exprimées par la direction stalinienne (sous la forme du réformisme khrouchtchevien) comme dans les groupes d'intellectuels issus du PCF et dans les rangs du PSA-UGS, viennent accroître cette confusion.

Notre propagande doit donc avoir pour assise des démonstrations fortement documentées partant de l'analyse des phénomènes contemporains et les replaçant dans les tendances essentielles de la situation globale. De surcroît nous devons prendre pour point de départ les préoccupations exprimées dans les secteurs que nous visons. Si ces derniers ne portent pas sur les problèmes objectivement les plus importants, ce sera précisément une de nos tâches de dégager le lien entre ces deux choses.

Notre étude détaillée des réalités actuelles doit aussi nous conduire à préciser notre analyse de l'évolution complexe du capitalisme et de

celle du mouvement ouvrier, en France surtout. C'est notamment au travers de cette élaboration dans les colonnes de la "Vérité des Travailleurs" mensuelle que nous devons dégager les divers éléments du programme de transition concret nécessaire au prolétariat français.

Des rappels de l'histoire de ces 20 dernières années s'avèrent indispensables pour bien montrer les raisons de l'état actuel du rapport des forces en France, et partant, les moyens de modifier ce rapport en faveur de la classe ouvrière. Dans cette tâche de clarification, nous nous heurterons non seulement aux "théoriciens" des vieilles directions, mais aussi aux thèses des néo-réformistes dont le PSA-UGS est le point de regroupement. L'influence de ces phraseurs sur les milieux qui peuvent actuellement nous lire doit nous inciter à polémiquer chaque fois que nécessaire avec eux.

Enfin notre mensuel doit pouvoir être lu par des ouvriers militants, même s'ils ne possèdent pas le vocabulaire particulier des marxistes révolutionnaires. Ces diverses nécessités vont demander des modifications de notre journal, longues et difficiles à réaliser. La présente Résolution comporte donc à côté de mesures immédiates, une définition détaillée des objectifs auxquels nous devons tendre dans la rédaction de notre journal. Il s'agit d'une véritable charte de la "Vérité des Travailleurs", à laquelle la direction aura à se référer et qui devra être la base de travail et de critique de l'ensemble du parti. (De ce point de vue, les exemples cités ne font que préciser la pensée, mais n'ont qu'une valeur indicative.

PLAN D'OBJECTIF

1) Chaque numéro comportera de une à trois études de fond. Pour chaque numéro, autant que possible, ces études complémentaires l'une de l'autre éclaireront l'ensemble d'une question. Ces études seront préparées sur un délai de trois mois, proposées par le secrétariat de rédaction, discutées par le Comité de rédaction, et confiées à un ou plusieurs camarades de la section française ou demandées à des camarades d'autres sections.

Un effort soutenu devra être fait par le Comité Central, le Bureau Politique pour la spécialisation, la qualification d'un aussi grand nombre que possible de camarades du parti, à commencer par les propres membres de la direction, effort appuyé sur une documentation centrale.

Outre ces études, le mensuel doit comporter notamment, sous les rubriques décrites ici, des articles et échos dont la forme et la mise en page doit faire l'objet de soins plus grands que par le passé du comité, et du secrétariat de rédaction.

2) Editorial : consacré à des événements d'actualité, il doit être principalement dirigé contre notre ennemi de classe, contre les divers impérialisme, et le notre au premier chef. Les questions internes du mouvement ouvrier seront de préférence traitées dans d'autres rubriques. D'emblée, le lecteur doit voir contre qui nous dirigeons le fer de lance de notre argumentation. L'éditorial doit être court, polémique plus que d'analyse sèche et minutieuse.

- 3) Rubrique économique sous le titre "Economic" :
- a) de courtes notes sur la situation économique en France et dans le monde, éclairant la conjoncture économique;
 - b) des études chaque fois que besoin, portant par exemple sur :
 - la concentration et la modernisation de l'industrie française;
 - les groupes sidérurgiques en France, leur développement, leur comportement face au reste de l'industrie française;
 - le rôle des nationalisations dans l'économie capitaliste;
 - budgets de guerre et dépenses publiques comme palliatifs provisoires à la crise cyclique;
 - le capitalisme américain face à la remontée économique de l'Europe;
 - l'automation et ses possibilités en régime capitaliste.
- 4) Rubrique "sociologique" sous le titre "La société française" : Quelques informations sous forme d'échos; une revue de la presse, centrée sur une question politique importante, et chaque fois que nécessaire et possible, des études portant par exemple sur :
- les partis bourgeois et leurs élus comme représentant de leur classe et de telle ou telle couche;
 - le gouvernement De Gaulle, émanation directe du grand capital;
 - évolution technique, structurelle, politique, revendicative de la paysannerie française;
 - le "tiers secteur", prolétariat ou petite bourgeoisie;
 - sociologie électorale de la SFIO.
- 5) Rubrique internationale sous le titre "Nouvelles internationales" :
- a) pavés, rapportant en quelques mots le résultat de telle ou telle élection, telle lutte, tel succès, dans les pays capitalistes avancés et les Etats ouvriers. Egalement des nouvelles de nos sections de ces pays;
 - b) de courts articles sur tel événement particulier;
 - c) des études sur la situation de tel ou tel pays, partant d'une description des forces sociales et politiques en présence.
- 6) Rubrique Coloniale, conçue selon le même principe que la plupart des rubriques, avec la juxtaposition de petits articles et d'articles beaucoup plus développés, explicites et démonstratifs. Cette rubrique doit comporter trois sous-rubriques : l'une permanente sous le titre "La Révolution Algérienne", et plus occasionnellement "L'Afrique Noire en marche", "Des pays sous-développés"... On doit dans cette rubrique s'efforcer de montrer le lien objectif entre la révolution coloniale et la révolution prolétarienne des pays impérialistes, et portant, l'indispensable application dans ces derniers du défaitisme révolutionnaire. Insister plus particulièrement sur la révolution algérienne et les mouvements en Afrique Noire. S'efforcer d'avoir des articles descriptifs de coloniaux.
- 7) Rubrique "Le mouvement ouvrier" :
- avec le "Billet du syndicaliste" dégagant des luttes en cours leurs caractéristiques, dans le cadre général de la situation, les

idées directrices qui doivent animer les militants révolutionnaires dans les syndicats;

- revue critique de la presse ouvrière politique et syndicale;
- sur les partis ouvriers : commentaires des positions et activités des partis ouvriers et des courants et tendances qui peuvent y exister. Toujours sous la forme information ou rappel court, et par ailleurs articles développés. A l'occasion, rappel de l'histoire du mouvement ouvrier;
- sur les syndicats : articles développés sur telle ou telle entreprise importante, telle corporation, tel congrès. Problèmes généraux de l'activité syndicale tels que Unité, ou les comités d'entreprise, instruments de la collaboration de classe ou ébauche de la démocratie ouvrière.

8) Rubrique "Jeunesse" traitant des problèmes politiques et sociaux tels qu'ils se présentent aux jeunes, et de l'activité et de l'attitude de la jeunesse et des mouvements actuellement organisés.

- 9) Feuilletons théoriques ou historiques pouvant s'inscrire dans telle ou telle rubrique.
- 10) Critiques des oeuvres littéraires, cinématographiques, etc. ayant trait à l'activité révolutionnaire.
- 11) La "Tribune des Lecteurs", thermomètre de la rentabilité politique de notre mensuel. Doit être systématiquement alimentée.

MESURES IMMEDIATES

1) A partir de janvier 1960, la "Vérité des Travailleurs" paraîtra mensuellement sous un format 21 x 27, avec 16 pages. La présentation se fera selon la maquette retenue par le CC, avec l'énoncé des principaux articles en première page et début de l'édito, tant ou au moins que notre mensuel sera limité à 16 pages. Le prix de l'exemplaire est fixé à 1 NF. Pendant une durée de six mois, l'abonnement ordinaire est fixé à 5 NF; il sera porté ensuite à 8 NF. L'abonnement sous pli fermé étant de 2 NF plus élevé.

2) L'ensemble des membres du Parti doit soutenir l'effort effectué pour le journal. Pour les prochains mois, cet effort devra porter particulièrement sur les points suivants :

- a) Chaque mois les cellules devront non seulement discuter du journal, mais faire parvenir à celui-ci, sous forme de lettre de lecteurs, les observations, commentaires et critiques que leur inspire le journal dans son ensemble, ou tel de ses articles. Les camarades qui personnellement auraient des observations, des opinions à formuler doivent être incités à le faire sous la même forme;
- b) une enquête particulière sera menée auprès des cellules et isolés dans le courant de janvier afin que chacun fasse connaître d'après son expérience personnelle dans le mouvement ouvrier, les problèmes qu'il serait bon d'aborder dans la presse.
- c) dans le cadre d'une recherche constante, un accent spécial sera également mis dans le cours du mois de janvier sur le collectage d'adresses de sympathisants et de militants ouvriers où puissent être effectué des services de propagande. Cet appel précis sera renouvelé chaque trimestre.

RESOLUTION SUR CEYLAN

- 1.- Une campagne de soutien politique et financier est entreprise pour la section ceylanaise de notre Internationale.
- 2.- Le 9 janvier 1960, dans "La Vérité des Travailleurs" de ce mois paraîtra un court article sur la campagne du LSSP et les décisions de notre Comité Central.
- 3.- Avant le 15 janvier, une note copieuse sera diffusée dans le parti, parmi les sympathisants et tous les anciens membres de la IV^e Internationale résidant en France. Cette note portera essentiellement sur les conditions politiques actuelles, les perspectives ouvertes au LSSP et à la IV^e Internationale, sans faire montre d'un optimisme encore prématuré.
- 4.- La campagne financière ouverte dans le dernier numéro de notre journal doit se poursuivre. Elle doit être l'occasion d'une reprise de contacts avec nos sympathisants et plus généralement avec ceux qui nous ayant quittés demeurent sur des positions relativement favorables au trotskysme. La section française doit se fixer pour objectif la prise en charge financière de l'un des candidats de notre section ceylanaise, désigné par celle-ci.
- 5.- Le "Groupe de langue" assurera semblable parrainage d'un autre candidat. Il devra poursuivre la campagne déjà engagée par lui et traduire à cet effet les documents les plus importants publiés par la section (points 3 et 6) ou le S.I.
- 6.- Dans le numéro de février de la "Vérité des Travailleurs" paraîtra un article sur Ceylan rappelant les événements antérieurs et dégageant les idées des marxistes révolutionnaires sur le soutien de la révolution coloniale.
- 7.- La direction devra prendre toute mesure pour y tendre à la parution dans le "Monde", "France-Observateur" et "l'Express" d'articles sur Ceylan dans la première quinzaine de février.
- 8.- Un cercle "Karl Marx" sera organisé le 26 février sur le sujet : "La section ceylanaise de la IV^e Internationale va-t-elle prendre la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan". La préparation en sera assurée par une invitation aux éléments visés aux points 3 et 4 de cette résolution. Cette invitation étant confirmée lors de visites comme il est dit au point 4. Un communiqué sera envoyé au préalable à la presse, ainsi qu'une invitation à y assister. Une propagande sera faite au Quartier Latin par tracts, voire affichette et vente à la criée du journal de février.
- 9.- Les cellules devront faire de cette campagne leur centre d'activité pour le mois de février, ainsi que le Comité régional parisien.
- 10.- Les camarades P. Frank et P. Guillemin seront particulièrement responsables de cette campagne.

-Adoptée à l'UNANIMITE

RESOLUTION SUR L'AIDE A LA REVOLUTION COLONIALE

La place relative de l'Europe et des pays arriérés dans le déroulement de la révolution mondiale est profondément modifiée par rapport à ce qu'elle a été.

La révolution sous toutes ses formes continue à se développer presque sans interruption dans les pays arriérés, avec des phases de luttes aiguës en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. L'Europe pendant ce temps connaît une période de stabilisation capitaliste relative.

Il n'en découle évidemment pas que le travail pour le socialisme et la construction de la IV^e Internationale en Europe doit être abandonné ou interrompu. Même des conditions plus défavorables ne seraient que transitoires et ne pourraient nous amener à de telles conclusions.

Par contre le Comité Central insiste sur une autre conclusion qui découle de ce processus concret de la révolution mondiale : Appartenant à un parti mondial, chaque section nationale doit appliquer un effort particulier, sans abandonner ses tâches propres, sur le secteur où la révolution se développe et où donc l'Internationale a le plus de devoirs pour son rôle et pour se construire en vue de gagner la direction de la révolution. La révolution coloniale constituant aujourd'hui ce secteur, le CC approuve les décisions du BP et appelle tout le Parti à se mobiliser pour une rapide et complète réalisation des tâches suivantes :

- 1.- Participation de chaque militant à la solidarité envers la révolution coloniale. Recherche d'autres moyens d'aide concrète.
- 2.- Campagne de soutien de la lutte électorale de la section ceylanaise : collectage de fonds, parrainage d'un candidat, association des sympathisants, etc.
- 3.- Accroissement de la cotisation internationale pour l'aide à la section indienne.
- 4.- Propagande systématique dans les milieux coloniaux, particulièrement les étudiants.
- 5.- Discussion systématique dans le Parti de toutes les informations provenant de nos sections des pays coloniaux.
- 6.- Les membres du CC, les cadres et militants de la section française se tiennent à la disposition de l'Internationale pour la réalisation de toutes tâches qu'elle jugerait utile pour l'aide à la révolution coloniale en France et dans une autre section.

- Adoptée à l'UNANIMITE.

SUR LA SITUATION FRANÇAISE ET NOS TÂCHES

par Pierre FRANK

(Le texte ci-après a été rédigé d'après les notes pour le rapport présenté par le camarade P. Frank au CC de décembre 1959, complété par la réponse faite en clôture de la discussion au CC).

Le texte qui est soumis à la discussion et au vote du CC est celui que le 22^e Plénum du CEI vient d'adopter sur la situation en France et nos tâches. C'est, depuis les événements du 13 mai 1958, la première fois que le CEI a eu à discuter spécialement sur la situation française.

Ce texte doit être vu tout d'abord dans le cadre tracé par le texte sur la situation européenne, à savoir que l'Europe connaît une période de stabilisation relative du capitalisme, ce qui ne veut pas dire une période dépourvue de luttes économiques et politiques, mais une période dans laquelle la lutte de classe ne mettra pas en danger le régime social. Les luttes économiques et politiques peuvent provenir de la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste, de problèmes particuliers parfois très aigus, et de situations non réglées.

Si l'on en vient dans ces conditions à la situation française, cela se présente d'une manière bien déterminée, que nous avons étudiée à certains de nos congrès, et qui a été soulignée plus particulièrement avec le nouveau régime. Le texte reprend cela, en l'actualisant aux développements des derniers mois.

+ +

Tout d'abord, la question de la modernisation du capitalisme français (d'une partie déterminante de celui-ci) n'est pas nouvelle pour nous. Nous l'avions traitée pour la première fois au Congrès de 1953, notamment en opposition aux staliniens qui, même après l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, dénonçaient le "malthusianisme" du capitalisme français.

Nous avons souligné, avant le 13 mai 1958, les contradictions qui poussaient cette aile modernisée, dynamique, du capitalisme vers un "Etat fort" :

- a) contradictions avec une classe ouvrière qui, malgré son recul par rapport à la Libération, se lança à plusieurs reprises dans de grandes luttes qui pouvaient comporter le risque d'une crise du régime capitaliste;
- b) contradictions avec des forces bourgeoises considérables, disposant de positions économiques et politiques acquises, qui leur permettaient de freiner et de s'opposer à une poursuite active de cette modernisation, risquant de compromettre les résultats obtenus. Nous avons souligné

cet aspect de la question, notamment lors de l'expérience Mendès-Fran-
ce.

Cette situation était rendue encore plus difficile par suite des guer-
res coloniales dans lesquelles le capitalisme français était plongé depuis
la fin de la 2^e guerre mondiale, par suite d'un système colonial archaïque
et qu'il ne parvenait pas à transformer à temps, même là où il se montrait
le plus réformiste (loi-cadre Defferre).

+
+

Par suite des trahisons des directions ouvrières et des conséquences
qu'elles ont eues sur la capacité d'action de la classe ouvrière, le capi-
talisme français a pu exploiter la crise politique engendrée par la guerre
d'Algérie pour instaurer son "Etat fort".

Notre mouvement a, dès le début, distingué entre ceux qui ont fait le
13 Mai (l'armée se libérant de la direction politique de la bourgeoisie telle
que fournie par la IV^e République); les ultras), et ceux qui l'ont exploité
pour prendre le pouvoir à Paris. Nous avons dès le début souligné la dif-
férence entre le bonapartisme et le fascisme, et par suite l'existence de
nouvelles contradictions (+).

Il y a une sorte de dualité de pouvoir, aujourd'hui encore, entre
Alger et Paris.

A Alger, l'armée constitue une sorte de force politique, largement
autonome du pouvoir civil, et partagée en différents courants. Elle se sert
à l'occasion des colons, des ultras, mais elle n'est pas à leur service.

A Paris, de Gaulle, "arbitre" sur le pays, est en fait l'homme du
grand capital. Rarement, peut-être jamais, le pouvoir en France n'a été entre
les mains d'un nombre d'hommes aussi réduit. D'autre part, de Gaulle est
l'homme le plus capable de remettre la main sur l'armée. A ce sujet, il a
accompli un bout de chemin depuis le 13 Mai (élimination de Salan, etc.),
mais l'opération est encore loin d'être terminée. La "tourné des popotes"
est tout autre chose que les déplacements dans les villes de province.

+
+

Quels sont été les résultats et quel est le programme du nouveau régi-
me?

Le premier résultat : la défaite ouvrière a entraîné un fort renverse-
ment du rapport de forces entre le capitalisme et la classe ouvrière, et pas
de façon épisodique. La classe ouvrière a été placée sur la défensive. Ses
organisations, pendant toute la première partie de l'expérience du nouveau
régime, se trouvèrent paralysées. (Paralysées, non pas supprimées). Aussi
l'opération Pinay--Rueff a permis à la fin de 1958 de diminuer le pouvoir
d'achat des travailleurs d'environ 10%, sans qu'elle ait suscité de résis-
tance.

L'autre résultat a déjà été signalé : la concentration du pouvoir en
très peu de mains. Ceci est vrai surtout pour certains domaines, notamment
ce qu'on a appelé le "domaine réservé" de de Gaulle.

--

(+) Voir les résolutions et rapports des 13^e et 14^e Congrès du PCI, ainsi que l'
introduction à "Où va la France?".

Sur le plan économique, le système actuel supprime dans bien des cas le rouage parlementaire dont on a pu voir au cours des dernières semaines ; que , quand il fonctionne , il donne encore lieu à des difficultés du type IV^e République. Il a fallu forcer le vote du budget. Mais , dans bien des cas, les questions se tranchent dans l'intimité de quelques hommes -- qui sont bien entendu sous la pression de forces sociales, mais de façon tout à fait différente que par le passé.

Le gouvernement cherche, à travers de ces luttes intestines, à aider la modernisation de l'économie. La concentration est accélérée , ce qui ne veut pas dire la suppression des classes moyennes.

L'avantage du nouveau système pour le capitalisme s'est montré de façon singulière dans la modernisation des rapports entre la France capitaliste et l'ex-Empire. (Nous verrons plus loin le cas de l'Algérie). Tout seul, sans avoir à tenir compte d'une institution quelconque, de Gaulle a liquidé la loi-cadre Defferre pour une Communauté en 1958, d'où chaque colonie pouvait se retirer, comme la Guinée l'a fait; et un an plus tard, la Communauté prend une forme nouvelle, beaucoup plus desserrée politiquement (reconnaissance du Mali). Il est vrai que bien des bourgeois français sont stupéfiés, et que pour brader on brade. Mais cela est passé sans la moindre discussion au Parlement et, vraisemblablement, au gouvernement lui-même : c'est le "domaine réservé" à de Gaulle, Pompidou, Chalandon et quelques autres personnages moins connus publiquement. Certes, il subsiste des liens économiques avec les parties de l'ex-Empire promues à la "souveraineté internationale", mais personne ne peut dire ce que deviendra la fameuse Communauté dans quelques années.

+
++

Ce changement en matière de Communauté est en grande partie effectué en fonction des événements d'Algérie. Et, comme nous l'avions dit dès le début, le régime gaulliste a son avenir lié à la question algérienne. La guerre provoque une hémorragie, elle sape toute stabilité, empêche d'assurer une exploitation des richesses du Sahara...

Et nous avons aussi dit, dès l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, qu'il rechercherait une solution pour l'Algérie, qui convienne aux nécessités du grand capital, c'est-à-dire qui ne serait pas celle des colons, des ultras. Sera-ce une solution à la Bourguiba, à la Mali? Il est probable que de Gaulle lui-même ne peut aujourd'hui le dire. Il avance prudemment, parce que sur cette question il ne veut pas heurter de front l'armée, qui se voit installée en Algérie indéfiniment. La déclaration de de Gaulle du 16 septembre sur l'autodétermination indique les progrès que de Gaulle a accomplis à ce sujet pour faire pénétrer quelques idées dans l'armée, laquelle est la force principale avec laquelle il a à compter. La déclaration du 16 septembre indique plutôt ce qui a été abandonné (l'intégration) qu'une solution d'avenir. Les ultras en ont conscience, la tournée Bidault avait pour thème envers eux: Ne perdez pas confiance... Mais il ne faut pas croire que nous soyons près d'un compromis. D'un compromis acceptable par l'armée et par la direction de la révolution algérienne, qui est soumise à une pression considérable des processus qui se passent dans les masses algériennes, dans le sens d'une radicalisation très prononcée. (Voir les livres de Fanon et Davezies).

La perspective est donc d'une période assez prolongée, les combats se poursuivant, des négociations étant plus ou moins directement menées. Tandis qu'après l'arrivée de de Gaulle au pouvoir la question de l'Algérie paraît

sait avoir disparu des préoccupations dans la population française, des espoirs étant largement répandus dans celle-ci que de Gaulle allait faire la paix, désormais nous voyons cette question tendre à revenir à l'avant-plan. Et elle ne manquera pas de retrouver la place primordiale qu'elle doit avoir. Pour l'instant, ce sont encore les ultras qui la remettent sur le tapis, qui ont l'initiative dans l'agitation et non pas les partis ouvriers qui sont cette fois à la remorque de de Gaulle; mais la question vient troubler l'apathie et l'indifférence qui ont sévi depuis le coup du 13 mai.

+
++

Mais, dès maintenant, il y a une situation nouvelle dans le cadre du régime gaulliste. Depuis le 13 mai 1958 jusqu'au 16 septembre 1959 il y a eu grosso modo une unité de front de toute la bourgeoisie (à l'exception de quelques individus) contre la classe ouvrière et le régime parlementaire. Cela a même eu des répercussions sur des parties arriérées de la classe; on l'a vu notamment au référendum, quand des électeurs du PCF ont voté de Gaulle. Dans toute cette période, les désaccords qui se sont manifestés entre bourgeois ont été d'ordre secondaire.

Avec le 16 septembre, il y a eu une sérieuse rupture entre de Gaulle et une partie de la bourgeoisie, une partie des hommes qui l'ont porté au pouvoir. Cela est plus profond que les complots et manifestations des ultras à cette occasion.

Toute division sérieuse dans le camp bourgeois est favorable aux masses. Depuis le 16 septembre, objectivement les conditions sont devenues meilleures, non par rapport à la période qui précéda l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, mais par rapport à la première partie du régime nouveau. Pour faire reculer les adversaires de sa politique algérienne, de Gaulle doit faire un certain appel à "l'opinion publique" (on l'a vu pendant son voyage dans le Nord et le Pas-de-Calais), sans bien entendu que cela aille à une intervention massive des masses. Il a besoin d'un appui informel, muet, mais pour l'avoir il ne peut en même temps réprimer trop ou trop fortement les mouvements des masses. Ainsi nous avons vu pendant toute la dernière période de nombreuses manifestations revendicatives, y compris dans la rue, que la police n'aurait eu aucun mal, dans le rapport des forces actuel, à réprimer. Or, sauf dans le cas Michelin, les manifestations revendicatives ont été plus ou moins tolérées par la police.

Objectivement les conditions sont meilleures pour les luttes, mais cela ne veut nullement dire que ces conditions seront exploitées par les travailleurs. D'abord les conditions restent difficiles, car le rapport des forces s'est fortement détérioré, et d'autre part -- nous y reviendrons plus loin -- cela dépend largement de la politique des directions ouvrières.

Mais il faut d'abord préciser quelles sont actuellement les perspectives des luttes possibles.

Avant le 13 Mai, toute grande lutte -- bien que cela ait été décroissant -- tendait à déboucher sur une crise du régime social, une crise du régime capitaliste. Ce n'est plus le cas maintenant. Mais quand nous disons stabilité relative du capitalisme, ne voulons pas dire inexistence de luttes économiques et politiques, y compris de très grandes luttes; cela veut dire que ces luttes, pour toute une période, ne mettront pas en cause le régime capitaliste. Des luttes sont indispensables, même si elles sont défaites dans l'immédiat, pour ouvrir la voie de la remontée ouvrière.

Au point de vue luttes économiques, elles ne peuvent pas ouvrir la perspective actuellement de la grève générale, mais elles peuvent être amples. Nous devons être très précis sur la question de la stratégie des luttes défensives actuelles. La plupart des militants, ceux qui ont moins de 30 à 35 ans, n'ont aucune expérience du type de luttes actuelles, et la direction de la CGT ne fait rien pour les orienter et les aguerrir. Notre intervention propagandiste dans ce domaine est particulièrement importante ; nous ne devons pas être obnubilés par la question des résultats immédiats, c'est l'importance politique de ces mouvements qui est à retenir.

Sur la question des luttes politiques, il y a évidemment la guerre d'Algérie, Nous en avons déjà parlé plus haut. Bien que la réaction ait l'initiative dans l'agitation, ses perspectives sont plus que médiocres. Je dois signaler ici que, sur le texte soumis à la discussion, j'ai fait une réserve quant à la certitude que de Gaulle aboutira à une solution sur la question algérienne. Il a fait du chemin, mais il en a encore beaucoup plus à faire. Et à mon avis on ne peut pas exclure la possibilité d'une crise de régime politique, non d'une crise de régime social, provoquée par le développement des événements en Algérie.

Comme autre lutte politique, nous avons à présenter la question de la laïcité. Elle est sans danger pour le régime capitaliste, c'est une réédiction Front populaire, mais elle peut prendre une sérieuse ampleur.

+
++

Le développement de la situation dépend pour beaucoup de la politique des directions ouvrières. Pour beaucoup, mais heureusement pas pour tout, car ces directions ne sont pas les seuls facteurs de la situation. Mais aujourd'hui, c'est le point le plus noir de la situation. Nous étions déjà fixés sur Guy Mollet. On ne pouvait avoir d'espoir dans la direction du PCF, mais le récent tournant de la direction du PCF aura des effets néfastes, peut-être plus encore parmi les militants de ce parti que sur les masses qui sont moins sensibles à cette gymnastique politique. Les effets seront moins sensibles en matière de luttes économiques ; la direction du PCF n'est pas en présence de mouvements du type 1936 ou 1945, elle peut se borner à laisser faire les mouvements tels qu'ils sont, sans leur donner une orientation, une perspective. Mais cette nouvelle politique est un véritable coup dans le dos à la révolution algérienne. Cette politique donne à de Gaulle du temps pour manoeuvrer en vue de parvenir à ses fins.

+
++

Nous ne savons si de Gaulle réussira sur la question algérienne. S'il y parvient, son régime sans aucun doute serait pas mal stabilisé. Il pourrait dans ce cas comporter plus de paternalisme que de répression. La situation nouvelle dans laquelle on aboutirait se situerait dans une situation nouvelle en Europe, marquée entre autre par le Marché Commun. Nous ne pouvons entrer ici dans cette question ; nous verrons les problèmes que cela poserait dans le cadre de la discussion sur l'Europe.

+
++

En attendant, nous avons devant nous une situation qui, en raison de la question algérienne, peut durer encore un, deux ou trois ans avant que cette question ait son dénouement. C'est dans cette situation que nous devons voir nos tâches politiques et organisationnelles.

Mais s'il faut d'abord examiner une question, celle de l'entrisme sui generis, bien que personne ne l'ait soulevée dans nos rangs. En effet, cette tactique fut déterminée entre autre sur la perspective de courants gauche se développant dans une situation révolutionnaire. Or, nous sommes maintenant dans une situation défavorable à notre ancienne perspective. Dans ces conditions, les perspectives de développement de courants gauche sont supprimées pour toute une période; ces courants dans le PCF ne peuvent se développer que sur des actions, or nous devons maintenant porter tout les débats sur des questions politiques fondamentales, et le PCF n'est pas un milieu où il soit possible de le faire comme il convient.

Cette situation contradictoire a eu des conséquences chez qui ont rompu avec nous. Sous des prétextes différents, en imaginant des analyses et des perspectives à eux, nous voyons l'abandon du travail dans le PCF par eux, précisément parce qu'ils ne savent plus quoi faire dans ce parti dans les conditions actuelles.

Quant à nous, nous ne modifions pas notre tactique; nous restons sur l'entrisme sui generis parce que le PCF reste le réservoir principal du parti révolutionnaire, parce qu'il ne se formera pas une autre organisation communiste de masse à côté de lui, que c'est là qu'à une certaine époque se développeront les courants d'où se construira le parti révolutionnaire. Ce parti (le PCF) est dans son ensemble, comme bien de ses membres pris individuellement, plein de contradictions. Les détails qui nous sont parvenus sur le "cas Francine" en sont un témoignage remarquable.

Mais, comme la bataille actuelle porte avant tout sur les questions fondamentales, cela implique qu'il faut de toute nécessité renforcer le travail indépendant qui seul permet de traiter ces questions, avec tout le tranchant indispensable. C'est une condition sine qua non pour traverser une période comme celle d'à présent.

Quelles sont nos tâches politiques?

Tout d'abord, nous devons soutenir la révolution coloniale par tous les moyens à notre portée. Cela concerne plus particulièrement la révolution algérienne. En outre, il y a des cas comme ceux de Ceylan ou de l'Inde, pour lesquels notre organisation internationale nous demande des efforts spéciaux. Nous reverrons cela au point de l'ordre du jour relatif au 22^e Plénum.

Sur les problèmes français, j'ai déjà signalé l'importance de notre propagande sur la stratégie des luttes revendicatives. D'une part la classe ouvrière montre le plus de potentialités dans ce domaine; d'autre part, les militants du PCF et de la CGT toujours sensibles aux questions d'action ne peuvent pas ne pas se sentir désarmés par la politique de leur direction en la matière. La récente lettre de la Fédération des Métaux de la CGT à tous les métallurgistes montre que ces questions se trouvent effectivement posées.

Sur le plan politique proprement dit, il nous faut élaborer un programme de transition correspondant aux nouvelles conditions de l'économie et du mouvement ouvrier français, y compris dans le cadre du Marché Commun. Pour le programme de transition, nous ^{devons} étudier ce qu'écrivent les très nombreux centristes, non pas pour les réponses qu'ils donnent, mais pour les problèmes auxquels ils donnent des réponses. Si leurs réponses sont de contenu réformiste, détachées de la question du pouvoir, les problèmes qu'ils traitent correspondent souvent aux problèmes réels auxquels il faut répondre dans le programme de transition. Le fait que la situation ne présente pas de perspectives révolutionnaires, directement, n'implique pas du tout que nous

omettions la question du gouvernement de transition. Au contraire, c'est là une pierre de touche essentielle quant à la nature d'un programme et d'un mouvement.

Parmi nos tâches politiques actuelles, il faut accorder une grande place à la défense du marxisme, contre des tas de gens qui n'auront aucune importance appréciable dans une remontée du mouvement, mais qui à présent sèment une confusion épouvantable auprès de ceux qui recherchent une solution contre les directions traditionnelles.

--

Passons aux tâches d'organisation.

Au sujet du travail entriste, on a soulevé la question d'axes d'intervention. Dans la situation actuelle, à la différence de 1956-57, il n'y a pas de grandes questions qui agitent largement le PCF. Aussi ne nous paraît-il pas possible de fixer des axes d'intervention. On ne peut intervenir sur les mêmes problèmes dans les cellules ouvrières, dans les cellules d'intellectuels et dans les cellules d'étudiants. Pour le moment, comme dans les premières années de l'entrisme, il faut se déterminer cas par cas, avec la différence considérable que l'on peut discuter politiquement à un niveau plus élevé que jadis. Il ne faut pas être silencieux; il faut tout de même être prudent. Surtout au moment où elle procède à un tournant aussi droitier, la direction sévira contre ceux qui passeront aveuglément à l'offensive. Une des meilleures définitions de la façon de travailler a été donnée par Thorez lui-même dans un CC, lorsqu'il a mentionné ces opposants qui avaient rentré leurs griffes mais qui avaient par leurs interventions marqué des distances avec la politique du parti pour prendre date en vue de l'avenir. Il faut dans chaque cellule examiner comment chacun de nos camarades peut le faire pratiquement.

Le travail dans le PCF comporte aussi, et c'est très important maintenant, un travail individuel. Bien des militants se disent plus de choses hors des réunions du PCF que dans celles-ci. Il faut détecter ceux qui vont plus loin, discuter avec eux, leur faire parvenir notre littérature, viser à recruter. Plus ce travail sera poussé, et plus on aura préparé l'étape ultérieure où il y aura à nouveau à oeuvrer pour former une opposition de gauche large.

Le travail indépendant doit être amplifié, avons-nous dit. En premier lieu vient le journal, sur lequel nous avons une discussion séparée. L'objectif le plus immédiat du travail indépendant, c'est le recrutement. Nous sommes à un niveau où la mise en application d'une politique se trouve entravée par le simple fait de notre faiblesse numérique. La situation objective n'est pas du tout un obstacle à un certain recrutement qui, par rapport à nos forces actuelles, serait très appréciable. Il n'y a pas de grands mouvements de masse, mais il y a de sérieux mouvements qui se produisent dans bien des têtes. Nous avons reçu une lettre de Camille. Sur le point de la nécessité de se tourner vers les jeunes, il a entièrement raison. On doit commencer tout de suite par un travail de recrutement individuel. C'est la question qu'il faut mettre à l'ordre du jour dans les cellules et traiter de façon suivie, cas par cas. La question du recrutement et des sympathisants est vitale dans les conditions présentes.

Un mot sur le travail dans le PSA : Ce n'est pas une forme de travail entriste; nous n'y allons pas pour créer ou développer des courants de gauche. Nous y allons pour, sur la base des luttes internes qui y auront lieu,

développer nos idées et y gagner des individus à nos idées. Dans ce sens, ce serait plutôt une forme de travail indépendant. Nous devons y aller parce que, dans la période qui vient, il y a des chances d'y trouver des éléments les plus intéressés politiquement, les plus mobiles. Nous devons voir plus tard comment agir avec ceux que nous y gagnerons. Il y aura d'une part lieu de renforcer le secteur indépendant, lequel doit comporter un plus grand nombre de camarades susceptibles de représenter politiquement notre parti. Mais aussi se posera un autre problème.

Dans les conditions actuelles, nous pouvons et devons mettre l'accent sur le travail colonial - d'abord parce qu'il faut appuyer de toutes nos forces le secteur le plus en flèche dans la lutte révolutionnaire. Nous devons aussi le faire parce que c'est vers lui que se tourneront les éléments les plus militants, c'est-à-dire ceux qui forment un terrain de recrutement pour nous.

Mais nous savons que, cette fois-ci encore, nous touchons surtout la périphérie du mouvement ouvrier. Et nous ne devons pas oublier nos expériences anciennes, plutôt notre inexpérience d'autrefois. Les gains que nous devons faire, il faudra songer à les consolider, notamment en les rabattant largement vers le travail entriste, qui a ses inconvénients et ses difficultés, mais qui a contribué à stabiliser notre mouvement, et qui est celui de notre travail à longue échéance.

Au sujet du recrutement que nous pouvons faire à présent, nous devons aussi comprendre que s'il peut paraître plus difficile que dans une période de grandes luttes - ce qui n'est pas absolument vrai - il a d'autre part l'avantage de porter non sur des questions d'action mais sur des problèmes fondamentaux et, de ce fait, il peut nous assurer des éléments plus stables, plus résistants que ceux qui viennent dans d'autres périodes.

---0---

Pour conclure ce rapport : Nous sommes en présence d'une situation qui s'est assez sérieusement décantée depuis le 13 Mai. Chacun peut y voir plus clairement. Bien que nos analyses à l'époque, quand on les relit, s'avèrent avoir été bien orientées, il n'y a pas de doute que le Parti a subi le coup de la situation créée par la victoire de la bourgeoisie, sous la forme d'un repli dans son activité. Maintenant chacun peut voir qu'il n'y a aucune raison à une telle attitude. Il n'est évidemment pas question d'une large activité d'un caractère agitationnel. Mais il faut orienter le Parti pour qu'il s'engage dans un travail important, systématiquement, en profondeur, un travail pour renforcer l'organisation, non pas de quelques unités mais de plusieurs fois ses effectifs actuels, de sorte que, à la différence de ce qui s'est passé à la fin de la 2^e guerre mondiale, nous abordions l'inévitable remontée ouvrière avec des forces numériquement appréciables, bien placées dans le mouvement ouvrier, et avec une cohésion politique comme notre mouvement ne l'avait pas connue.

DEUX TEXTES DU CAMARADE CAMILLE

I

Au 14^e Congrès du PCI j'ai voté contre le texte "La construction du Parti communiste révolutionnaire".

J'ai alors expliqué que le document soumis au congrès n'énonçait qu'une partie des problèmes et des tâches à résoudre pour atteindre le but proposé, ne serait-ce que, parce qu'entre autres choses, l'analyse qui nous a conduits à la conception de l'entrisme sui generis a pris du retard dans le temps, que le danger de la dépolitisation des couches les plus jeunes du prolétariat se développe, que la rencontre de la jeunesse prolétarienne, si elle reste encore possible dans la CGT, se fera de moins en moins dans le PCF, que la méfiance et la réticence de cette couche décisive du prolétariat vis-à-vis du PCF deviendront un frein au développement d'une opposition révolutionnaire.

Et que, en conséquence, il faut prévoir une activité indépendante plus développée en direction de la jeunesse.

-+-

Si cela devenait nécessaire, si un plus ample développement m'était demandé, je me proposerais alors de soumettre à la discussion du C.C. une étude dont voici le sommaire :

- 1) L'influence de la bureaucratie soviétique et, par suite, de la direction Thorez sur le retard des conditions subjectives est décisive.
- 2) La direction Thorez a utilisé les caractéristiques spécifiques du prolétariat français, prolétariat "privilégié" d'une nation colonialiste pour isoler et emprisonner dans le PCF la minorité communiste révolutionnaire.
- 3) Explication : Le prix de la force de travail varie d'un pays à l'autre, d'un pays capitaliste avancé qui exploite un empire colonial, à un pays capitaliste avancé qui n'en exploite pas.

Selon le pays, le prix de la force de travail comporte, ou ne comporte que partiellement, ou ne comporte pas du tout la satisfaction des besoins nouveaux (application de la théorie de la paupérisation relative). Le prolétariat français a joui jusqu'à cette période d'un état "privilégié" (les "miettes") par rapport aux masses récentes du prolétariat colonial et, dans une certaine mesure aussi, par rapport à d'autres prolétariats européens (Italie par exemple).

- 4) Le "processus d'aristocratisation" du prolétariat a une conséquence. Les prolétariats d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de France (depuis la Commune) prolétariats de nations colonialistes, n'ont pas mené d'assauts conscients pour l'instauration de l'Etat ouvrier, à l'encontre des prolétariats d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, d'Italie, d'Espagne, de Yougoslavie, prolétariats de pays capitalistes disposant de faibles empire coloniaux.

- 5) Depuis Mai 1935 (pacte franco-soviétique Laval-Staline), la direction de Thorez a abandonné de façon irréversible l'organisation de la lutte du prolétariat pour le pouvoir ouvrier, aux recherches d'alliances avec une aile Bourgeoise.
- 6) Depuis cette époque elle a besoin d'un parti qui présente un double caractère :
- a) Contenir des communistes révolutionnaires pour que le Parti lui soit spécifique (pas social-démocrate) pour "peser" sur la bourgeoisie.
 - b) Contenir dans ce même Parti la négation du communisme révolutionnaire, c'est-à-dire un frein contre le communisme révolutionnaire.
- 7) La disposition de ce "frein" lui a été facilitée par le caractère "privilegié" du prolétariat français.
- 8) Avant 1935 le PC comptait une moyenne de 40.000 adhérents (majorité communiste révolutionnaire). Depuis 1935 il en comporte de 300.000 à 800.000 (où les communistes révolutionnaires sont noyés dans une masse qui a introduit l'idéologie du prolétariat "privilegié").
- 9) Processus de modification du PCF :
- En 1935, changement des conditions d'adhésion : le nouvel adhérent n'a pas à souscrire à la pratique du défaitisme révolutionnaire et de l'antimilitarisme révolutionnaire, etc. Ce tournant est présenté aux révolutionnaires comme ~~une~~ tactique (... "Rien n'est changé"...) et accepté comme tel.
- Dispersion de l'appareil anti-militariste, odieuse persécution de ses composants.
- Vote des crédits de guerre, terminologie social-patriote, apparition de la lutte contre les formations révolutionnaires coloniales (Etoile Nord-Africaine) Recrutement abondant.
- Juin 1936 : Neutralisation des cadres révolutionnaires. Refonte des cadres moyens.
- A partir de 1944, appui inconditionnel à l'impérialisme français (massacre du Constantinois - Vote des ministres communistes sur l'Indochine).
- 1946 : Introduction officielle de la "voie réformiste".
- 10) Modification parallèle de la formation théorique des militants ; maintien relatif du marxisme classique (maintien des théories économiques mais introduction larvée du matérialisme mécanique) et falsification éhontée du léninisme.

CARACTERES DU P.C.F. ACTUEL

- 11) Disparition à peu près totale des adhérents d'avant 1935 (sauf dans l'appareil). Raréfaction des cadres issus de Juin 1936.
- 12) Dans l'ensemble : cadres formés en dehors des périodes révolutionnaires.
- 13) Existence de la minorité communiste révolutionnaire.
- Causes : Traditions révolutionnaires françaises - Nécessité dialectique pour la direction Thorez de disposer de cette couche (pour la neutrali-

ser d'une part , pour faire pression sur la bourgeoisie, d'autre part.

14) Constatations objectives de l'existence de cette couche: Manifestation contre Ridgway - 1er juin 1958 , etc.

15) Caractère de prolétariat "privilégié", "aristocratisé", de la majorité du PCF.

a) Notion de la hiérarchie des différents partis staliniens :

"Nous, communistes français", n'avons pas de leçons à recevoir des communistes tchèques ou allemands, seuls les communistes soviétiques pourraient nous en donner". (Pierre Daix, "La dernière forteresse").

L'Internationale communiste était devenue périmée parce que la fonctionnement des "mauvais" partis communistes paralysait le fonctionnement des bons". (Réponse faite aux communistes français au dernier Festival de la jeunesse à Moscou).

b) Caractère hiérarchique du programme revendicatif de la CGT.

c) Paternalisme à l'égard des coloniaux, même communistes.

16) La direction Thorez ne règne pas par un sortilège sur l'assemblage dialectique qui constitue le PCF. Elle se prévaut du bilan de la bureaucratie soviétique : "Développement des Etats socialistes et de Démocratie populaire" qui dialectiquement convient aux communistes révolutionnaires parce que le "sixième du globe" s'est doublé (qu'ils défendront contre les revanches impérialistes), et aux prolétaires "privilégiés" parce que le "tiers socialiste du globe" est un idéal de société hiérarchisée, avec ses prolétaires privilégiés (et qu'ils défendront contre les démagogues gauchistes, contre les Conseils ouvriers).

17) En résumé : Le PCF incorpore tous les aspects de la société dans laquelle il vit. La direction Thorez définie dialectiquement (en fonction de sa dépendance de la bureaucratie soviétique) a besoin d'un parti déterminé par la même dialectique et qu'elle dirige et utilise en fonction de cette dialectique.

INTERVENTIONS DES CARACTERES FONDAMENTAUX DE LA PERIODE DANS LE CARACTERE SPECIFIQUE DU P.C.F.

18) La politique de la direction Thorez établie en fonction d'un équilibre donné comportant l'existence de l'empire colonial français se heurte aux événements qui bouleversent cet équilibre en désagrégeant l'empire colonial (Révolution coloniale).

19) Le PCF , unité dialectique répondant aux besoins de cette politique, se heurte à ce qui modifie cet équilibre. Les conséquences en sont :

20) La séparation totale des révolutionnaires coloniaux d'avec le PCF, et ce processus est désormais irréversible. Pour les masses révolutionnaires actuellement en marche, le PCF n'est plus qu'un aspect "de gauche" du système colonial français.

21) La Révolution coloniale met en cause la distribution de "miettes" au prolétariat français, c'est-à-dire son statut "privilégié".

22) Il faut être communiste révolutionnaire pour "dépasser" cette mise en cause des "privilégiés" du prolétariat français. Les communistes révolutionnaires sont , sociologiquement, aussi des prolétaires "privilégiés" ,

mais leur lutte se situe au-delà du maintien de ces privilèges.

- 23) Dans cette majorité du PCF, avec laquelle la direction Thorez neutralise et emprisonne les révolutionnaires, la mise en cause des privilèges provoque l'accentuation des réactions contre-révolutionnaires : racisme, chauvinisme, corruption pro-impérialiste sur le plan émotionnel, et réformisme et révisionnisme sur le plan politique.
- 24) La direction Thorez est de par sa nature incapable de lutter contre ce pourrissement. De par ses besoins, elle ne peut les supprimer. (D'où son attitude lors des attentats FLN en métropole).
- 25) Ceci, en fin de compte, l'amène à combattre davantage encore les possibilités d'une cristallisation communiste révolutionnaire au sein du parti.

Les 25 paragraphes qui précèdent me semblent devoir être une explication complémentaire des difficultés du développement d'une opposition révolutionnaire. Ils me semblent devoir aussi expliquer le fait que l'application de l'entrisme sui generis en province (où la dualité "révolutionnaires--privilégiés" est fortement accusée) n'a donné que des résultats très médiocres. Mais ce n'est pas là les raisons de mon vote contraire au texte.

- 26) Dans ce cadre général, une partie extrêmement importante du prolétariat ne bénéficie pas des "miettes" et des "privilèges" résultant du colonialisme français - c'est la jeunesse ouvrière (sous-salaires; abattements; service militaire prolongé; chômage plus spécifique des jeunes; les jeunes mineurs par exemple ne sont pas repris dans les charbonnages à leur retour du service, etc.).
- 27) Du fait de la politique de la direction Thorez, cette jeunesse n'a plus de liaison culturelle avec la tradition communiste révolutionnaire (que veut dire : "Soviet"? , "Armée Rouge"? , "Mer Noire"? , Maroc 1925? Yen-Bay? etc, même pour un jeune communiste?). De plus en plus cette jeunesse cesse de considérer le PCF comme son parti et
- 28) de façon strictement parallèle à l'irruption de la révolution coloniale dans la vie de la société française, on assiste pour la première fois dans son histoire au vieillissement du PCF.
- 29) Cette jeunesse prolétarienne, isolée du mouvement communiste français, et par là isolée de sa minorité communiste révolutionnaire, se trouve dans ses conditions actuelles d'existence (les 27 mois!...) soumise à une intense entreprise de perversion contre-révolutionnaire (Services psychologiques).
- 30) Dans ces conditions, et dans la perspective de la construction du PCR qui ne peut être qu'à longue échéance, j'ai la certitude que le vieillissement du PCF, le maintien en dehors du mouvement communiste de l'essentiel de la jeunesse ouvrière française, constituent un grave danger qui, en fin d'analyse, se répercute à l'intérieur du PCF et freine le processus de formation du PCR.
- 31) J'ai la certitude que si notre parti négligeait cet aspect de la question, il commettrait une très lourde faute.

- 32) En conséquence je propose que parallèlement au travail d'entrisme sui generis on développe de façon considérable notre travail indépendant en direction de cette couche du prolétariat français.
- 33) Concrètement, je demande que le Parti consacre une étude à cet aspect du problème de la construction du PCR.
- 34) Je propose à tous les camarades du Parti de réfléchir sur le fait que le seul développement du parti en province digne d'être mentionné résulte du travail indépendant mené par notre cellule de Vernon en direction de la jeunesse ouvrière.

Camille

II

Je ne participerai pas à cette réunion du CC. Bien que mon absence soit le résultat de mon seul désir et ne soit justifiée par aucun empêchement ou aucune raison de santé, je demande cependant d'en être régulièrement excusé.

A l'état actuel, embryonnaire, de la discussion sur la situation en France, je pense que toute intervention de ma part ne se ~~situera~~ précisément pas à cet état de la discussion, et ne pourrait que risquer d'entraver le développement que j'escompte. La résolution du CEI ouvre cependant dans ce domaine des perspectives nouvelles - je parle essentiellement de cette manière d'envisager désormais le caractère indispensable d'une activité indépendante de la section française. Et je pense que, dans quelque temps, la discussion s'étant développée, je pourrai intervenir -- parce que les problèmes que je pose seront abordés par l'ensemble des camarades-- sans que, par l'affirmation d'une position encore trop isolée, je fasse bien inutilement gaspiller le temps du CC.

C'est pour ce sens, que je crois communiste, de mes responsabilités envers le Parti et envers le CC, que je sollicite qu'il soit accepté comme excuse valable.

Toutefois, mes interventions depuis un an semblent avoir donné lieu à de fausses interprétations --entre autre de la part du camarade Linck, si j'ai bien compris-- je tiens à ce que les précisions suivantes soient données dès aujourd'hui aux camarades.

A aucun moment et à aucun degré je ne remets en question quoi que ce soit du capital théorique du marxisme.

S'il est hors de doute aujourd'hui que la vision de Marx d'une révolution prolétarienne éclatant d'abord dans les pays capitalistes les plus avancés s'est révélée erronée, il n'en est que plus vrai que la théorie de la révolution permanente a remis le marxisme sur ses pieds et nous permet d'aborder sans complexes vis-à-vis du marxisme la riche période historique de ce milieu du siècle.

Il est hors de doute aussi pour moi que la situation ne soit, comme nous l'avons caractérisée, OBJECTIVEMENT REVOLUTIONNAIRE, et je ne subis aucune tentation d'aucune sorte de révisionnisme, d'une vision d'un capitalisme "nouveau", d'un néo-capitalisme prêt à se socialiser sous le seul effet d'une utilisation efficace des organes rénovés de la démocratie bourgeoise!

Je dirai même que les erreurs que nous avons pu commettre quant aux "délais", quant aux possibilités du capitalisme d'éponger, dans une certaine mesure, ses déboires économiques, que ces erreurs d'estimation ne m'ont jamais troublé et que, en fin d'analyse, plaquées sur l'ampleur de la période historique, elles n'ont rien pour nous d'émasculant.

C'est-à-dire que pour moi --et cela depuis 25 ans-- il n'y a aucun désaccord avec la stratégie générale du parti. Je crois plus que jamais que le sort de l'humanité dépend, pour une ère entière, de la victoire de la révolution mondiale.

Pour réaliser cette petite formalité historique je pense, plus que jamais, que le parti révolutionnaire mondial est indispensable. Indispensable et organisé selon le principe du centralisme démocratique.

Dire "je pense" ou "je crois" seraient des intentions louables et respectables, mais sans grande utilité et le resteraient si, en quelques circonstances, en 1939, en 1943 et en 1957 je n'avais fait un certain effort pour traduire ces intentions par des résultats et n'y étais -dans une certaine mesure- parvenu. Dois-je ajouter que dans deux de ces circonstances -séparées par dix-huit années- je me trouvais bien dépourvu de toute aide du parti -pour des raisons par ailleurs inévitables- et que cependant, dans ces deux circonstances, le résultat s'est traduit, pendant un certain temps, par l'augmentation d'un pourcentage assez appréciable de l'effectif militant du parti (40 soldats sur nos positions en 1939, et notre cellule de la vallée de la Seine aujourd'hui). C'est-à-dire que les problèmes (et la solution partielle) de la construction de cet indispensable Parti mondial centraliste démocratique de la révolution (ou...plus simplement, la IV^e Internationale) ne me sont pas demeurés étrangers ou, tout benoitement, restés dans le domaine de la rêverie euphorique.

Or, c'est précisément parce que j'ai une notion très précise de la nécessité inéluctable de la réalisation de cette condition subjective qu'est le parti révolutionnaire que je ne peux me satisfaire des conceptions, pour le moins bien flottantes, que notre parti développe au sujet de cette construction.

J'ai fourni, il y a huit mois, un texte très court mais précis -afin qu'il n'ennuie personne- qui, traitant de ce problème de la construction du parti, se situait dans ce que je crois être le cadre général de cette classe ouvrière française au sein de laquelle notre section doit militer.

Je déplore profondément que tant de difficultés matérielles aient, depuis huit mois, empêché la publication de ces 5 pages!

Ce bref texte devait situer la position que je me propose devant le parti lorsque la discussion en sera rendue là.

Je veux ici faire un résumé encore bien plus succinct de ce que j'exposerais:

Alors que les conditions objectives en faveur de la révolution--et contrairement à ce que prétendent les révisionnistes de tout poil-- ne cessent de se développer (Rétrécissement de la part du globe organisée par le capitalisme; apparition de larges masses prolétariennes dans les pays sous-développés; maintien et même accroissement du pourcentage du prolétariat dans les pays capitalistes avancés; diminution considérable des couches sociales intermédiaires; développement et succès de la révolution coloniale anti-impérialiste, etc.), les conditions subjectives ne cessent de se dégrader dans le secteur presque primordial constitué par les pays capitalistes avancés. L'intervention presque politique de ce prolétariat ne se produit plus dans le sens de l'aide la plus normale à la révolution coloniale. La jeunesse prolétarienne de France --qui doit pourtant constituer une très importante partie des 500.000 soldats du corps opérationnel en Algérie-- n'a qu'une très faible intervention de classe, de beaucoup inférieure à ce qui s'était produit 35 ans plus tôt pour la guerre du Maroc. La responsabilité des directions ouvrières dans cette dégénérescence ne fait de doute pour aucun d'entre nous. Encore faut-il, maintenant, analyser dans quelles conditions et par quelles voies les bureaucraties conservatrices de la classe ouvrière peuvent exercer cette influence mortelle.

Pour ma part je ne peux plus accepter cette image d'Epinal, répandue par notre parti, d'une bureaucratie ouvrière devant lutter à longueur d'année

et comprimer les assauts d'une classe ouvrière impatiente d'engager le combat. C'était essentiellement le thème de l'article que j'ai fourni.

Pour céder à quelque facilité, il est courant dans le parti de faire remonter à 1944 la trahison de la direction thorezienne. C'est là non seulement une grande négligence, mais encore une très grave faute.

Cette trahison remonte, dans sa plus néfaste efficacité, au mois de mai 1935, date du pacte franco-soviétique et de la déclaration de Staline: "Nous comprenons les efforts de la France pour mettre sa défense nationale à la hauteur de sa sécurité", et de la célèbre affiche posée le lendemain par le PCF: "Staline a raison". Négliger ces 9 années qui séparent 1935 de 1945, c'est se condamner à ne pas comprendre que c'est pendant ces 9 ans qu'a été broyée l'admirable phalange des communistes révolutionnaires encore présents dans le PC de 1935, et que le creuset du PC actuel, dont on peut admettre que les cadres datent de la résistance, quand ce n'est pas de l'après-guerre, a été coulé précisément sur les ruines, sur la destruction de tout ce qui faisait que le PC du début de 1935 était encore, malgré toutes ses tares, un Parti communiste. (Défaitisme révolutionnaire; internationalisme prolétarien; antimilitarisme révolutionnaire, etc.).

Et cet écrasement des 30.000 communistes révolutionnaires de 1935 a été possible dès le jour où la direction Thorez, s'est mise au niveau moyen de la classe ouvrière française, lui a ouvert toutes grandes les portes du parti et l'a utilisée pour isoler, démoraliser, neutraliser les communistes révolutionnaires dont elle n'avait plus besoin que comme attribut spécifique du stalinisme, que comme épouvantail à l'égard de cette bourgeoisie dont elle tendit la main encore bien plus fréquemment qu'aujourd'hui.

Je sais très bien que les camarades de la direction, et le camarade Pierre Frank en particulier, n'ont aucun doute sur la date de la victoire de Thorez sur les 30.000 communistes de son parti, mais, grands dieux! Pourquoi ne reprennent-ils pas la vraie explication à sa vraie date. (Encore que je me félicite que le dernier numéro de la V. des T. ait mentionné cette fameuse date de Mai 1935!).

J'espère que les difficultés techniques qui ont empêché pendant 8 mois la publication de mon modeste article s'estompèrent bientôt et que les camarades pourront le lire, car j'y explique aussi ce qui me semble être à l'origine des caractères spécifiques de la classe ouvrière que la direction Thorez a utilisée contre les communistes révolutionnaires.

Depuis le rapport d'organisation de Servin au dernier congrès du PCF a été publié. Les chiffres qu'il fournit sur les nombres respectifs d'adhérents par tranches de cinq ans, ou sur l'effrayante diminution des "moins de 25 ans" dans le parti, dépassent encore les estimations que j'avais pu faire.

Et maintenant?

Que devons-nous faire maintenant où le marxisme, loin de s'avérer caduc comme le prétendent les fatigués de Bernstein à Lefèvre, où le marxisme - tout le marxisme de Marx à Trotsky - s'extrapole génialement et embrasse tous les problèmes du globe terrestre? Maintenant où l'assaut prolétarien commence dans ces nouveaux et puissants prolétariats des pays sous-développés et où par contre, le caractère d'aristocratie ouvrière pollue une grande partie des prolétariats des pays capitalistes avancés?

Alors, maintenant il faut voir les choses comme elles sont, et il n'y a rien en elles de désespéré parce que ces 15 dernières années ont plus que

jamais rendu indispensable la IV^e Internationale, parce que désormais les problèmes de la révolution arrivent de toute la force de leur déferlement au niveau de la nécessité du Parti Mondial de la Révolution.

Selon toute possibilité, la vague de fond de la révolution mondiale surgira à partir de ce Tiers-Monde, dont tout le monde, d'Eisenhower à Khrouchtchev en passant par de Gaulle, commence à éprouver quelque angoisse.

Et c'est précisément parce que la France est impérialiste que cette vague de fond viendra plus encore que partout ailleurs ébranler murs et portes.

Et notre tâche à nous, section française, sera de lutter pour que le prolétariat français ne joue pas le rôle de gendarme de la révolution mondiale qui a été joué en 1919 par ce malheureux prolétariat tchèque.

Le problème n'est pas sans solution :

Dans cette France de 1925 qui faisait la guerre au peuple marocain ; dans cette France où l'ensemble de la classe ouvrière avait déjà les caractéristiques qu'elle a aujourd'hui, tout aussi encombrée d'illusions pacifistes et réformistes, pleine encore du souvenir de Jaurès ; dans cette France, il y avait un petit parti communiste --encore sujet aux maladies de la jeunesse et déjà atteint par celles de la sénilité-- , mais enfin un Parti Communiste, et ce Parti Communiste, bien mesquin par la taille à celui d'aujourd'hui, a pourtant su désarmer le gendarme français.

Est-ce chez moi seulement une torturante nostalgie d'affirmer qu'il a réussi parce qu'il a su gagner à son combat les couches les plus jeunes du prolétariat? N'est-il pas temps enfin pour nous de nous apercevoir que, plus que tout le reste encore, c'est parce que la jeunesse, lentement mais sûrement, échappe à la révolution, que nous connaissons cet lente pourrissement de la situation politique?...

Cette jeunesse qui pourtant est disponible et qui n'a pas encore eu le loisir d'acquérir les défauts réactionnaires du prolétariat français, mais qui hélas, dans le vide laissé par l'absence de parti révolutionnaire, n'a que peu de raisons d'échapper à l'utilisation que l'impérialisme fait d'elle.

Et c'est ici essentiellement que s'impose à mon avis la création d'un secteur indépendant du parti. Cette jeunesse prolétarienne, cette fraction toujours la plus révolutionnaire potentiellement du prolétariat, sommes-nous bien sûrs de la trouver dans un PCF qu'elle ne fréquente plus? Devons-nous envisager calmement que comme exutoire elle doit accomplir l'anémiant, le débilitant parcours du centrisme type UGS?

Ne peut-on raisonnablement penser qu'à l'échelle de nos ambitions actuelles, qui doivent être hélas! bien limitées, il serait utile pour le Parti de nous adjoindre pour commencer une petite phalange de cette jeunesse, que nous gagnerons vite si nous savons faire, et si nous y attachons quelques militants?

Et puis je, une fois encore --à force de le dire ça atteindra bien quelques oreilles!-- humblement veux rappeler l'existence de notre cellule de la Seine qui a été formée par le moyen que je propose, et où tout le monde sauf moi --hélas! hélas!-- est encore bien jeune.

Dans cette lutte pour la conquête d'une avant-garde de la jeunesse ouvrière qui, avec la perspective de délais assez amples que nous devons envisager, sera bientôt l'avant-garde de la classe ouvrière, nous aurons sans

doute à retrouver les méthodes d'action qui ont donné le succès aux communistes de 1925. Et nous aurons, inévitablement, à retrouver le chemin des casernes, et des murs qui les bordent, et des bistrots qui les jointent - c'est-à-dire à reconstituer une organisation spécialisée dans cette tâche sans laquelle un parti ne mérite jamais le nom de communiste.

Loin de proposer au Parti un retrait sur l'Aventin, je lui propose au contraire, et parce que les problèmes de la révolution s'avèrent plus ardues que ce que laissait penser notre optimisme passé, je lui propose d'avoir un peu plus d'activités communistes révolutionnaires.

+
++

P.S. - Je ne suis pas présent à ce CC. Le jour où il se tient, je défendrai les positions de notre parti au cours d'une réunion organisée ici par l'UGS et le PSA.

Camille

le 18 décembre 1959.

